

Equipe spéciale des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés en RDC



NEWSLETTER

Dans ce numéro :

PREVENTION

Les léopards, ambassadeurs de bonne volonté de la MONUSCO pour la lutte contre le recrutement des enfants en République Démocratique du Congo

REPONSE

Enjeux pour assistance des enfants affectés par les conflits armés par UNICEF en 2017

Rutshuru : Des infrastructures de base pour la réinsertion des enfants associés aux groupes armés

INFORMATION

Ce que disent les jeunes filles : améliorer les pratiques de démobilisation et de réintégration des jeunes filles associées aux forces et groupes armés

STATISTIQUES

Janvier - Mars 2017

PREVENTION



Equipe nationale congolaise de football / © MONUSCO, Michael Ali

Les léopards, ambassadeurs de bonne volonté de la MONUSCO pour la lutte contre le recrutement des enfants en République Démocratique du Congo

A l'approche de la journée de l'enfant africain, 16 juin 2017, l'équipe nationale de football réaffirme son engagement auprès de la Monusco pour

lutter contre le recrutement et l'utilisation des garçons et des filles en République Démocratique du Congo.

"Notre But: zéro enfant soldat en RDC", dit Joël Kiassumbua, gardien de l'équipe nationale de foot. « La protection des enfants nous concerne Tous. Notre message clé s'adresse aux commandants des groupes armés. Et nous leur disons : la balle est dans votre camp. La guerre n'est pas pour les enfants. Ainsi donc les groupes armés doivent les libérer, afin que ceux-ci puissent être réunifiés avec leur

famille et reprendre une vie normale. Libérez-les de vos rangs ».

Depuis l'éclatement du conflit dans les provinces du Kasai, la MONUSCO a documenté plus de 500 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants comme combattants par la milice Kamuina Nsapu. Ce qui est un crime dont la peine d'emprisonnement est fixée de 10 à 20 ans, conformément au droit national congolais. Le recrutement des enfants de moins de 15 ans est un crime de guerre.

La Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO et ses partenaires orientent leurs actions pour encourager la libération des enfants par les groupes armés et emmener ces derniers à s'engager de façon formelle avec l'ONU pour arrêter et prévenir le recrutement d'enfants et d'autres violations graves perpétrées contre les enfants telles que le viol et les violences sexuelles, l'enlèvement, les attaques contre les écoles et les hôpitaux, le refus d'accès à l'assistance humanitaire, le meurtre et les mutilations. Avec l'appui de l'ONU, le gouvernement a réussi à éliminer le recrutement officiel d'enfants par l'armée nationale, mais le fait demeure que les groupes armés continuent de recruter des centaines d'enfants chaque année. Cela doit cesser.

La Fédération Congolaise de Football



Campagne contre le recrutement d'enfants lors du match Elimatoire CAN-2019, 10 juin 2017 © MONUSCO, Michael Ali

Association (FECOFA) à travers l'équipe nationale de football (Léopards), s'est engagée à soutenir la campagne contre le recrutement d'enfants en RDC pour une période de deux ans (2016-2018). Les footballeurs ont véhiculé des messages en français, swahili, lingala et anglais pour inciter les groupes armés à libérer les enfants qu'ils maintiennent encore captifs. Les principaux messages sont les suivants : « Les enfants sont l'avenir du Congo. Libérez-les tous des groupes armés » ; « La place des enfants n'est pas dans les camps militaires ou les repères des factions armées. Libérez les enfants et donnez-leur la chance de regagner leur famille et reprendre le chemin de l'école ». De plus, lors du match Elimatoire CAN-2019 qui s'est tenu le 10 juin 2017 et a opposé la RDC au Congo, La FECOFA et la MONUSCO ont exposé, au sein du stade de football, des banderoles sur lesquels étaient inscrits des messages de sensibilisation sur le recrutement et l'utilisation des enfants. Ces messages seront repris sur des posters/affiches, des spots radios et télé.



Florent Ibenge, sélectionneur de l'équipe nationale congolaise
© MONUSCO, Michael Ali

REPONSE



© ONG APEDE/2017, Muteba

Enjeux pour assistance des enfants affectés par les conflits armés par UNICEF en 2017

Problématique

La place des enfants n'est pas au sein des forces et groupes armés, mais dans leur famille et à l'école. Les enfants qui sont associés aux forces ou aux groupes armés, doivent être séparés, assistés et pris en charge par rapport aux conséquences de la guerre. Ils ont tous le droit à une seconde chance.

En République Démocratique du Congo, l'UNICEF a apporté son soutien aux enfants grâce aux contributions des gouvernements de ces pays : Suède, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Pays-Bas, Japon ainsi que les contributions des comités nationaux de l'UNICEF (allemand et Français). L'UNICEF et ses partenaires ont pu fournir de l'assistance temporaire à plus de 18.400 enfants et de l'appui à la réintégration à 6.735 enfants depuis 2013. Malgré cette prise en charge, il est estimé qu'au moins 6.000 enfants sont toujours en attente de réintégration.

Résultats attendus en 2017

Hormis les interventions de prévention et de plaidoyer, le programme de protection de l'enfant a ciblé 7200 enfants (3600 enfants sortis des forces et groupes armés et 3600

enfants vulnérables de la communauté) pour un appui à la réintégration scolaire et économique. En outre, 3600 enfants sortis des forces et groupes armés sont ciblés pour une prise en charge transitoire et réunifiés dans leurs familles.

Actions à mener

Les interventions en faveur de la protection de l'enfant en situation d'urgence humanitaire consistent à assurer le fonctionnement de la coordination du sous cluster protection de l'enfance en urgence à travers le Groupe de travail sur la protection de l'enfant (GTPE). L'UNICEF travaille également pour offrir une assistance de qualité aux enfants affectés par des situations humanitaires, y compris les conflits (enfants sortis des forces et groupes armés, enfants non accompagnés et séparés, enfants déplacés, réfugiés, enfants victimes de violences sexuelles et basées sur le genre et autres vulnérables). Plaidoyer pour dénoncer des violations graves des droits de l'enfant, suivi et prévention des violations des droits des enfants. Mais aussi contribuer à la mise en œuvre du Plan d'Action sur les enfants et le conflit en RDC.

Innovations

La maximisation des nombres d'enfants bénéficiant de l'appui psychosocial individuel et en groupe par un passage à l'échelle de l'approche Capoeira pour la paix est une opportunité pour une réinsertion communautaire des enfants affectés par des conflits armés.

Actuellement l'UNICEF travaille avec la FAO pour introduire de nouvelles approches de réintégration économique et de formation professionnelle pendant la période de prise en charge transitoire des enfants afin de leurs enseigner les compétences reliées à l'agriculture et à l'élevage de petits bétails.

En coordination avec l'unité d'exécution du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des enfants, l'UNICEF étudie la possibilité de l'inclusion des enfants en attente de réintégration économique dans la liste des anciens combattants admissibles à la réinsertion économique prévue dans le plan de programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, phase III (même si le plan est sous financé).

Partenariat stratégique

| Provinces | Ville | Partenaires |
|---------------|------------|------------------------|
| Nord Kivu | Goma | CAJED, PAMI |
| | Rutshuru | UPDECO |
| | Beni | ACOPE, PSM |
| | Masisi | UPADERI |
| | Walikale | CARITAS |
| Sud Kivu | Bukavu | AVREO, TPO, FSH |
| Ituri | Bunia | AJEDEC |
| Maniema | Kindu | ICCN, CARITAS |
| Haut Lomani | Kamina | Les AIGLONS |
| Tanganyika | Kalemie | COOPI, APEDE |
| Haut Katanga | Lubumbashi | RECONFORT, les AIGLONS |
| Kinshasa | Kinshasa | REEJER |
| Kongo-Central | Muanda | SIMAMA DEV |

En 2017 les ressources financières nécessaires pour permettre à l'UNICEF d'assister les enfants ont considérablement diminué. L'écart de financement actuel est estimé à US\$ 12,5 millions. S'il n'y a aucun financement additionnel, un grand

nombre d'enfants ne seront pas assistés. Les statistiques des enfants en attente de la réintégration scolaire et économique vont s'accroître.



ONG APEDE/2017, Muteba

REPONSE

Rutshuru

Des infrastructures de base pour la réinsertion des enfants associés aux groupes armés

3 mai 2017

C'est sous un ciel clément du mardi 25 avril que la communauté de Kiwandja, chefferie de Bwisha, dans territoire de Rutshuru au Nord-Kivu, a pris rendez-vous sur le

pont Kilabu pour la cérémonie de la remise aux autorités locales du territoire de Rutshuru des ouvrages construits et d'autres réhabilités par le Programme de « Stabilisation dans l'Est de la RDC » sur financement du gouvernement japonais.

Le pont Kilabu est tout un symbole à Kiwandja qui a vu une érosion couper en deux la cité et menaçait d'emporter les maisons et deux écoles. Ce pont rétablit la communication dans la cité, scelle un pacte entre les communautés et demeure un trait d'union pour les habitants de Kiwandja.

«Ce pont est un symbole de la paix, de la réconciliation, un signe de liberté pour nous à Kiwandja» explique une dame qui a participé à la construction du pont. «Les enfants vont à l'école sans descendre dans le ravin, les motos, les véhicules peuvent passer et nous avons travaillé la main dans la main entre les membres de la communauté locale. Cela a contribué à renforcer la cohésion sociale et la paix» ajoute une autre femme.

Le projet mis en œuvre vise notamment la réintégration familiale des anciens enfants associés aux groupes armés(EAFGA), et les autres enfants vulnérables de la communauté par la scolarisation et la formation professionnelle ; le soutien des populations affectées y compris les jeunes et les femmes afin d'être les



Le pont Kilabu enjambant l'érosion du même nom, vue d'en bas / © PNUD RDC 2017, Marc Ngwanza

acteurs de la relance économique, de l'innovation, de la cohabitation pacifique ainsi que la sensibilisation des communautés locales dans les zones ciblées sur la violence sexuelle basée sur le genre.

Evelyne Bamba, chef de bureau du PNUD Goma a relevé que «de manière plus particulière, en ce qui concerne la réinsertion socioéconomique des enfants anciennement associés aux forces et groupes armés, les survivants de violences sexuelles et les autres vulnérables de la société, ce projet vient d'investir de manière très significative dans l'humain et pense que cet investissement contribuera effectivement à valoriser durablement cette jeunesse non seulement à se prendre en charge, mais aussi à lutter contre toutes les anti valeurs susceptibles de compromettre la paix sociale encore précaire dans la contrée».

Son appel a été amplifié par Mme Eriko Asakura, premier secrétaire de l'Ambassade du Japon en RDC qui a annoncé une rallonge de l'enveloppe qui devra servir à maximiser les résultats du projet. *“Je voudrais aussi faire remarquer que la contribution du Japon ne se termine pas aujourd'hui. Parallèlement à ce projet, le projet de Renforcement de la Stabilisation à l'Est de la RDC à travers un Projet Conjoint des Nations Unies, pour un montant de 2.700.000 dollars américains, est toujours en cours pour compléter et maximiser les résultats”,* a dit Mme Asakara.

Des résultats palpables

Le projet a atteint des résultats palpables dont 328 enfants associés aux forces et groupes armés dont 126 filles et 192 garçons ainsi que des enfants vulnérables de la communauté locale ont repris le chemin de l'école. Dans cette perspective, 13 000 enfants associés aux forces et groupes armés et d'autres enfants ont bénéficié de la restauration pendant

l'année scolaire afin de les maintenir à l'école.

On note aussi que 658 enfants associés aux forces et groupes armés et d'autres enfants vulnérables des communautés locales ont bénéficié des kits de démarrage des activités économiques. La mise en œuvre du projet a permis la création de 1005 emplois temporaires à Kiwandja.

Le projet a pris en compte la dimension genre et a permis de revisiter le plan de développement local de Bwisha par l'intégration des aspects genre. De même, 5 radios communautaires ont été appuyées afin de prendre en compte les aspects de la gouvernance locale, la résolution pacifique des conflits et la lutte contre les violences basées sur le genre et la réintégration de tous les groupes vulnérables.

Parmi les ouvrages remis, on compte entre autres en plus du pont Kilabu jeté sur l'érosion du même, un pavillon couvert et un entrepôt communautaire des produits agricoles au marché de Rutshuru afin de permettre aux petits vendeurs d'exercer leur activité commerciale dans des meilleures conditions et un centre de formation professionnelle de l'INPP équipé pour la jeunesse. Ce centre offre des possibilités de formation aux jeunes dans les domaines de la mécanique automobile, l'informatique, la menuiserie, l'électricité, la coupe et couture, l'art culinaire et la coiffure.

Ce projet conjoint exécuté par l'UNICEF, le PNUD, le PAM et l'ONUFEMMES est financé par le Japon à hauteur de 4 millions de dollars américain. Il bénéficie de la collaboration du Gouvernement congolais à travers l'Institut de Préparation professionnelle (INPP) et la Représentation spéciale du Chef de l'Etat en matière des violences sexuelles. Ce projet a beaucoup contribué à la consolidation de la paix et à la réinsertion sociale des enfants anciennement associés aux groupes armés ainsi que d'autres vulnérables de la communauté.

Marc Ngwanza

INFORMATION

RAPPORT DE LA RECHERCHE DE CHILD SOLDIERS INTERNATIONAL

Ce que disent les jeunes filles : Améliorer les pratiques de démobilisation et de réintégration des jeunes filles associées aux forces et groupes armés In english

Les jeunes filles associées aux groupes armés en RDC ont enduré de terribles souffrances – tant pendant leur association qu'après leur retour chez elles. Cependant, les programmes qui soutiennent leur libération, adaptation psychosociale et réintégration demeurent trop rares et souvent sous-financés. En conséquence, seulement un faible pourcentage de filles quittent les groupes armés, et un nombre encore plus restreint d'entre elles reçoivent une assistance quelconque.

Après des consultations approfondies auprès de ses partenaires en RDC, Child Soldiers International s'est rendu à l'Est la RDC en 2016 pour essayer de comprendre ces problèmes du point de vue des jeunes filles elles-mêmes. En collaboration avec nos partenaires, nous avons mené des entretiens avec 150 jeunes filles anciennement associées aux groupes armés, ainsi que des représentants des autorités locales, des chefs communautaires et des membres de Réseaux communautaires de la protection de l'enfant (RECOPE).

Ce rapport présente les résultats de cette recherche, révélant que le rejet communautaire reste un obstacle majeur à la réintégration réussie des jeunes filles anciennement associées aux groupes armés. Un grand nombre de jeunes filles avec qui nous avons parlé sont victimes de stigmatisation et discrimination, parfois des années après leur retour à la maison. Cependant,



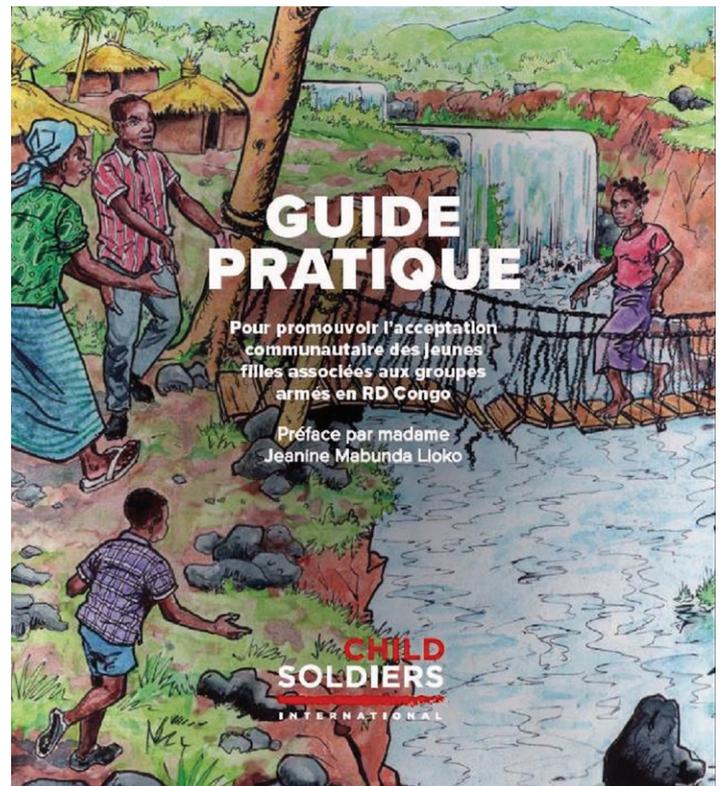


Jeune fille anciennement associée à un groupe armé, Sud-Kivu, 2016
© Child Soldiers International

GUIDE PRACTIQUE

Pour promouvoir l'acceptation communautaire des jeunes filles associées aux groupes armés en RD Congo In english

Ce guide propose des interventions pratiques pour aider les acteurs en DDR à répondre aux besoins des jeunes filles anciennement associées aux groupes armés dans l'Est de la RDC. C'est un ensemble d'idées et d'expériences compilées par Child Soldiers International auprès de ses partenaires en RDC. Ce guide ne vise pas à fournir des orientations définitives sur le DDR des jeunes filles : il présente des recommandations pratiques pour contourner certaines des difficultés actuellement rencontrées par les acteurs en DDR. Il devrait être utilisé en complément des normes internationales actuelles (telles que les Principes de Paris) et ne pas les remplacer.



malgré des exceptions encourageantes, les programmes d'assistance ne répondent pas de manière adéquate à cette problématique fondamentale de l'acceptation familiale et communautaire des jeunes filles sorties des groupes armés.

Ces résultats ont été discutés lors d'un atelier à Goma en octobre 2016, dans le but d'identifier des interventions concrètes pour améliorer l'assistance aux jeunes filles. Les participants ont unanimement suggéré que Child Soldiers International produise un "Guide Pratique" visant à soutenir le processus de démobilisation et réintégration des jeunes filles associées aux groupes armés, par le biais d'interventions peu coûteuses au niveau communautaire.

STATISTIQUES JANVIER - MARS 2017

Le 1^{er} trimestre de l'année 2017 a été marqué par une hausse de l'insécurité, particulièrement dans l'Est de la RDC, les provinces du Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental, où les violences entre les forces de sécurité et la milice Kamuina Nsapu se sont accrues, affectant lourdement les enfants.

789 violations graves des droits de l'enfant dans le contexte du conflit armé en RDC ont été identifiées. Ceci représente une augmentation de 90% en comparaison au trimestre précédent.

127 cas de meurtre et mutilation d'enfants ont été répertoriés durant la période considérée dont 37 meurtres et 90 mutilations au total. Les victimes ont été tuées ou blessés par balle ou armes blanches.

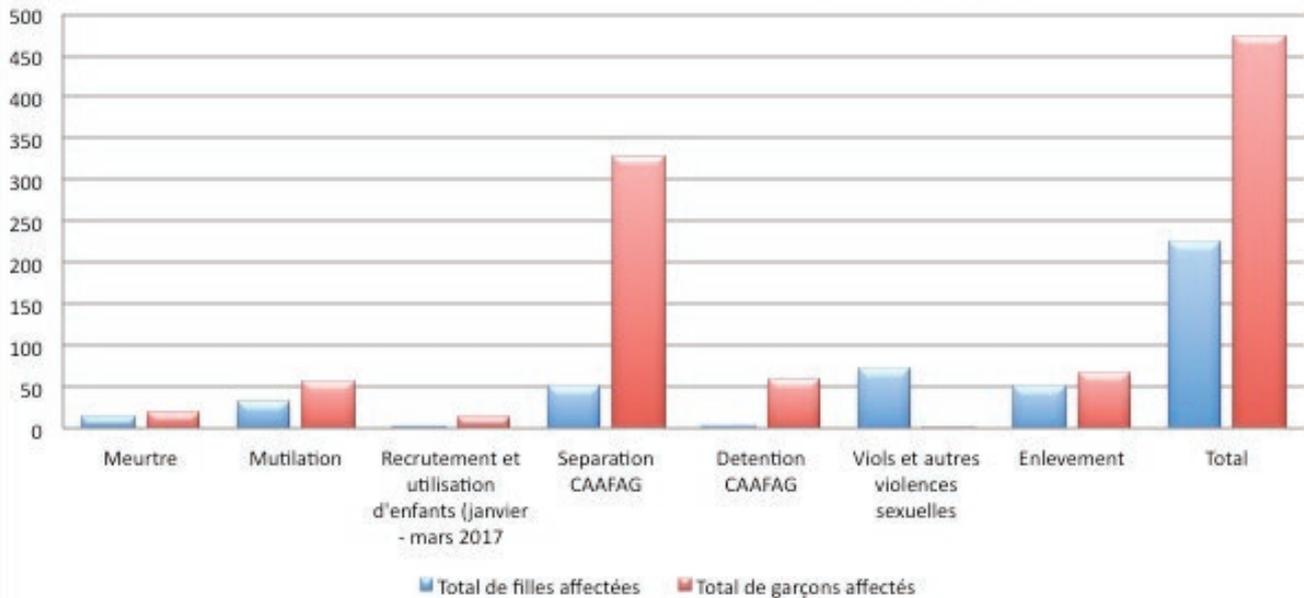
380 enfants ont été recrutés et libérés des groupes armés. Parmi ces cas 18 nouveaux recrutements ont été documentés durant la période.

74 cas de viol et violences sexuelles ont été enregistrés durant la période incluant un 1 garçon.

119 enfants dont 47 filles ont été enlevés dans le Nord Kivu, Ituri, Sud Kivu, Tanganyika, Haut-Uélé et Bas-Uélé.

89 attaques contre des écoles et des hôpitaux ont été répertoriées.

Nombre d'enfants victimes de violations (désagregé par sexe)



A PROPOS DE L'EQUIPE SPECIALE DES NATIONS UNIES POUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS ARMES

En 2005, la Résolution 1612 du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés a créé le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur six violations graves commises contre des enfants en situation de conflit armé par des forces ou groupes armés (MRM).

L'équipe spéciale est la structure organisationnelle pour la mise en oeuvre du MRM au niveau du pays. L'Equipe Spéciale est coprésidée, pour le cas de la RDC, par le Représentant Spécial du Secrétaire Générale des Nations Unies et le Représentant de l'UNICEF.

Elle est composée par les agences onusiennes et des ONGs internationales, en fonction de leur présence et de leur mandat dans le pays, par exemple UNESCO, UNHCR, OCHA, PNUD, UNICEF, OIM, Warchild, Save the Children... L'Equipe Spéciale est chargée de documenter et vérifier les informations sur les six violations graves perpétrées contre les enfants, rédiger les rapports (trimestriels et annuels), dialoguer avec les parties au conflit pour l'adoption de Plan d'Action visant à mettre fin aux violations et au retrait des parties concernées de la liste noire.

NON !

AUX SIX VIOLATIONS GRAVES DES DROITS DE L'ENFANT EN CONFLIT ARME

- NON**
AU MEURTRE ET MUTILATION D'ENFANT
- NON**
AU RECRUTEMENT ET UTILISATION D'ENFANT
- NON**
AU VIOLS ET VIOLENCES SEXUELLES AUX ENFANTS
- NON**
A L'ENLEVEMENT D'ENFANT
- NON**
AUX ATTAQUES CONTRE LES ECOLES ET LES HOPITAUX
- NON**
AU REFUS D'ACCES A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

Les violations graves sont commises contre les enfants par les forces armées, les services de sécurité ou les groupes armés dans le contexte d'un conflit armé.

Pour toutes information, contactez :

Dee Brillenburg Wurth, Chef Child Protection - MONUSCO
wurth@un.org

Judith Léveillé, Chef Protection de l'enfant - UNICEF
jleveillee@unicef.org